

L'accès des Entrepreneurs au Financement : Cas de la Mauritanie

Entrepreneurs' Access to Financing: The Case of Mauritania

Aicha Sidina CHOUD, (Doctorante en sciences de gestion)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales d'Agdal
 Université Mohamed V de Rabat-Maroc*

Mohamed Yassine EL HADAD, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales d'Agdal
 Université Mohamed V de Rabat-Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques Economique et Social Avenue des Nations-Unies, B.P. 721 Agdal - Rabat - MAROC l'université Mohammed-V de Rabat Maroc -10090 Téléphone : +212 5 37 22 57 48 / 39
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	CHOUD, A. S., & EL HADAD, M. Y. (2025). L'accès des Entrepreneurs au Financement : Cas de la Mauritanie. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(7), 553–567.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 12/05/2025

Accepted: 19/07/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 07 (2025)

L'accès des Entrepreneurs au Financement : Cas de la Mauritanie

Résumé

La Mauritanie, un pays stratégiquement situé entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, possède un potentiel économique important grâce à des secteurs porteurs comme l'agriculture, la pêche, les ressources minières (fer, or), les énergies renouvelables et le secteur touristique. Malgré ces nombreux atouts, l'économie mauritanienne reste confrontée à des défis structurels majeurs qui entravent son développement. Parmi ces défis figure l'accès limité des Mauritaniens à l'entrepreneuriat, notamment dans les zones rurales.

Les entrepreneurs en Mauritanie font face à des défis significatifs pour obtenir un financement en raison d'une infrastructure financière limitée, de barrières réglementaires complexes et d'un manque de confiance des investisseurs locaux et internationaux. Des exigences strictes en matière de garanties, des taux d'intérêt élevés et des disparités régionales entravent davantage l'accès au crédit, en particulier pour les PME et les entreprises dirigées par des femmes ambitieuses.

Cet article propose une analyse théorique des principaux obstacles rencontrés par les entrepreneurs en Mauritanie dans leur accès au financement. S'appuyant sur une revue narrative de la littérature nationale et internationale, il identifie les déterminants structurels, institutionnels et culturels qui limitent les capacités des entrepreneurs mauritaniens à mobiliser des ressources financières formelles. L'étude met en lumière l'insuffisance de l'inclusion financière, le manque de produits adaptés aux besoins des PME, ainsi que la faible pénétration des institutions de microfinance. À travers une approche analytique fondée sur la littérature académique et les rapports institutionnels, cet article met en évidence les écarts entre les politiques publiques affichées et la réalité du terrain. En conclusion, des recommandations sont proposées pour améliorer l'environnement du financement entrepreneurial en Mauritanie.

Mots-clés: Entrepreneuriat, Financement, Mauritanie, Petites et moyennes entreprises (PME), Développement économique

JEL Classification : G21, L26, O16, O55

Type du papier : Recherche Théorique

Abstract

Mauritania, a country strategically located between sub-Saharan Africa and the Maghreb, holds significant economic potential thanks to key sectors such as agriculture, fishing, mining resources (iron, gold), renewable energy, and tourism. Despite these many assets, the Mauritanian economy continues to face major structural challenges that hinder its development. Among these challenges is the limited access to entrepreneurship, particularly in rural areas.

Entrepreneurs in Mauritania face significant challenges in securing financing due to a limited financial infrastructure, complex regulatory barriers, and a lack of trust from both local and international investors. Strict collateral requirements, high interest rates, and regional disparities further restrict access to credit, especially for SMEs and businesses led by ambitious women.

This article presents a theoretical analysis of the main obstacles faced by entrepreneurs in Mauritania in accessing financing. Based on a narrative review of national and international literature, it identifies structural, institutional, and cultural determinants that limit the ability of Mauritanian entrepreneurs to mobilize formal financial resources. The study highlights the lack of financial inclusion, the inadequacy of financial products tailored to the needs of SMEs, and the limited reach of microfinance institutions. Through an analytical approach grounded in academic literature and institutional reports, the article reveals the gap between stated public policies and the reality on the ground. In conclusion, it offers a set of recommendations to improve the entrepreneurial financing environment in Mauritania.

Keywords: Entrepreneurship, Financing, Mauritania, Small and Medium Enterprises (SMEs), Economic Development

Classification JEL : G21, L26, O16, O55

Paper type : Theoretical Research

1. Introduction

Dans les pays en développement, l'accès au financement constitue l'un des leviers fondamentaux du développement économique et social, en particulier pour les entrepreneurs qui souhaitent créer ou développer une activité génératrice de revenus. En Mauritanie, où l'économie repose encore fortement sur les secteurs traditionnels (mines, pêche, agriculture), la promotion d'un entrepreneuriat dynamique est perçue comme un facteur clé de diversification économique, de création d'emplois et de réduction de la pauvreté. Pourtant, malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics et les partenaires au développement, l'accès aux ressources financières demeure un défi majeur pour les entrepreneurs locaux, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME), les jeunes porteurs de projets et les femmes entrepreneures.

La structure du système financier mauritanien, marquée par une faible bancarisation, une concentration des services financiers dans les zones urbaines, et des exigences strictes en matière de garanties, limite considérablement la capacité des entrepreneurs à mobiliser des financements formels. Les institutions financières traditionnelles restent souvent frileuses face aux risques perçus dans le financement des jeunes entreprises, en raison de l'absence de garanties réelles, d'un historique de crédit insuffisant et d'un cadre juridique jugé peu protecteur pour les créanciers. Par ailleurs, les produits financiers existants sont souvent mal adaptés aux besoins des PME, tant en termes de montant, de durée que de conditions d'accès.

Les études menées en Afrique subsaharienne mettent en évidence des obstacles récurrents : asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs, inadéquation des mécanismes d'évaluation du risque, méfiance institutionnelle, faiblesse de l'éducation financière et lourdeurs administratives. En Mauritanie, ces obstacles sont aggravés par des contraintes structurelles spécifiques : centralisation des institutions, poids du secteur informel, déséquilibres régionaux et normes sociales restrictives, notamment à l'égard des femmes. Le déficit de politiques publiques intégrées en matière de financement des entreprises aggrave cette situation, en laissant persister un écart important entre les discours politiques et la réalité du terrain.

Cette problématique est d'autant plus critique que l'entrepreneuriat est appelé à jouer un rôle stratégique dans les années à venir, notamment pour absorber la croissance démographique et réduire la dépendance aux rentes minières. Les jeunes générations, fortement touchées par le chômage, perçoivent l'auto-emploi comme une voie d'émancipation économique, à condition d'avoir accès aux ressources nécessaires. De même, l'entrepreneuriat féminin reste sous-exploité malgré son fort potentiel, notamment dans les services, l'agroalimentaire et le commerce local. Une meilleure compréhension des freins à l'accès au financement est donc essentielle pour bâtir un environnement entrepreneurial plus inclusif et résilient.

Dans ce contexte, la présente étude a pour objectif d'analyser de manière théorique et critique les barrières structurelles à l'accès au financement entrepreneurial en Mauritanie. Elle repose sur une revue narrative de la littérature scientifique et institutionnelle, mobilisant à la fois des concepts issus des sciences économiques et de gestion (asymétrie d'information, contraintes institutionnelles, capacités dynamiques, approche genre et finance) et des données issues de rapports récents d'organismes internationaux (Banque mondiale, FMI, IFC, PNUD, etc.). L'approche adoptée vise à identifier les défaillances du système actuel et à proposer des pistes d'amélioration réalistes et contextualisées.

La problématique qui guide cette recherche peut être formulée ainsi : Pourquoi les entrepreneurs mauritaniens rencontrent-ils des difficultés persistantes à accéder au financement formel malgré les réformes économiques engagées et la multiplication des dispositifs d'appui ? Pour y répondre, l'article est structuré en plusieurs sections complémentaires : après une analyse de l'écosystème entrepreneurial mauritanien, nous aborderons les spécificités du système

financier, puis les apports théoriques et empiriques de la littérature sur la question. Enfin, des recommandations concrètes seront formulées à l'intention des décideurs publics, des acteurs du secteur financier et des partenaires au développement.

2. L'Écosystème Entrepreneurial en Mauritanie

2.1 Aperçu de l'Économie Mauritanienne

L'économie de la Mauritanie connaît une croissance soutenue ces dernières années, portée par des secteurs clés tels que l'exploitation minière, l'agriculture et la pêche. Le pays est riche en ressources naturelles, notamment en minerai de fer, en or et en cuivre, qui constituent l'essentiel de ses exportations. Le secteur minier est un moteur économique majeur, représentant environ 25 % du PIB national. Par ailleurs, le pays s'oriente vers une diversification accrue de son économie, avec des efforts pour développer les secteurs du pétrole et du gaz, de l'agriculture et de l'industrie manufacturière.

Bien que moins dominant que le secteur minier, l'agriculture joue un rôle important dans l'économie mauritanienne, fournissant des moyens de subsistance à une part significative de la population (Banque mondiale, 2021b). Ce secteur est principalement axé sur l'élevage ainsi que sur des cultures telles que le mil, le sorgho et le blé. Cependant, il est confronté à des défis majeurs en raison des conditions arides, du faible niveau de précipitations et de la dégradation des terres, ce qui entrave la productivité et la sécurité alimentaire. Des efforts sont déployés pour améliorer les systèmes d'irrigation et investir dans une agriculture résiliente au climat, afin d'accroître la production agricole et de réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires.

La pêche, autre secteur clé, contribue également de manière significative à l'économie du pays. La Mauritanie dispose d'une vaste zone maritime qui soutient une industrie halieutique prospère. Elle est l'un des plus grands exportateurs de poissons d'Afrique de l'Ouest, avec des exportations principalement destinées à l'Europe, à l'Asie et au Moyen-Orient. Toutefois, la surpêche ainsi que les pratiques de pêche illégales, non déclarées et non réglementées (INN) représentent des menaces majeures pour la durabilité du secteur. Le gouvernement s'efforce de réguler l'industrie et de mettre en place des pratiques de pêche durable afin de protéger les ressources marines et d'assurer des bénéfices économiques à long terme.

L'économie mauritanienne repose fortement sur le commerce extérieur, avec des exportations principalement constituées de minerais, de poissons et de produits agricoles. Le gouvernement concentre ses efforts sur l'amélioration des infrastructures, notamment les ports, les routes et l'approvisionnement en énergie, afin de faciliter les échanges commerciaux et d'attirer les investissements étrangers. Cependant, des défis persistent en matière de développement du capital humain, de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus (Banque mondiale, 2021).

Malgré ces défis, les perspectives économiques de la Mauritanie restent optimistes. Le pays continue de mettre en œuvre des réformes visant à diversifier son économie, à améliorer la gouvernance et à réduire sa dépendance aux ressources naturelles. Toutefois, son économie demeure fragile et vulnérable aux chocs externes, notamment aux fluctuations des prix des matières premières.

En conclusion, bien que l'économie mauritanienne affiche un potentiel de croissance, elle doit encore surmonter plusieurs obstacles pour assurer un développement durable. Les efforts du gouvernement visant à diversifier l'économie et à renforcer des secteurs clés comme l'agriculture et la pêche seront essentiels pour sa stabilité à long terme. De plus, les petites et moyennes entreprises (PME) joueront un rôle crucial dans la création d'emplois et la diversification économique, contribuant ainsi à la résilience et à la croissance du pays.

2.2 Rôle de l'entrepreneuriat dans le développement économique

L'entrepreneuriat en Mauritanie est reconnu comme un moteur essentiel du développement économique, en particulier dans un pays qui cherche à diversifier son économie au-delà des ressources naturelles. En favorisant l'innovation, en créant de nouveaux marchés et en générant des opportunités d'emploi, l'entrepreneuriat peut agir comme un catalyseur de la croissance économique durable. Les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont souvent l'épine dorsale de l'écosystème entrepreneurial, contribuent de manière significative au PIB du pays et emploient une large part de la population, en particulier dans les zones urbaines et rurales (Banque mondiale, 2022).

L'un des rôles clés que l'entrepreneuriat joue en Mauritanie est de favoriser la diversification économique. Alors que le pays cherche à réduire sa dépendance aux secteurs minier et pétrolier, l'entrepreneuriat peut aider à développer de nouvelles industries telles que la technologie, la fabrication, le tourisme et les énergies renouvelables. Ces industries ont le potentiel d'offrir des opportunités de croissance à long terme, de diversifier les sources de revenus et de renforcer la résilience de l'économie. Les entrepreneurs de ces secteurs ne se contentent pas de créer de nouveaux produits et services, mais favorisent également le développement de nouveaux modèles d'affaires et de solutions innovantes qui peuvent améliorer la compétitivité globale du pays (Programme des Nations Unies pour le développement (Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A., 2006).

De plus, l'entrepreneuriat a le potentiel de jouer un rôle crucial dans la réduction du chômage, notamment parmi les jeunes et les femmes. En créant de nouvelles entreprises, les entrepreneurs peuvent offrir des opportunités d'emploi à une main-d'œuvre croissante, soulageant ainsi la pression sur le marché de l'emploi formel. Avec les bons systèmes de soutien en place, tels que l'accès au financement, la formation et le mentorat, l'entrepreneuriat peut devenir une option de carrière viable pour de nombreux jeunes Mauritaniens (Banque africaine de développement, 2019). De plus, en autonomisant les femmes entrepreneures, le pays peut libérer un potentiel économique significatif, car les femmes représentent souvent une ressource inexploitée pour stimuler l'innovation et favoriser les entreprises communautaires (Société financière internationale, 2021).

Cependant, malgré les avantages potentiels, les entrepreneurs en Mauritanie font face à d'importantes contraintes financières qui freinent la croissance des entreprises. L'accès au financement reste un défi majeur, car la plupart des institutions financières sont averses au risque et préfèrent prêter aux entreprises établies plutôt qu'aux start-ups (Banque mondiale, 2018). Ce manque d'accès au capital rend difficile l'expansion des nouvelles entreprises, en particulier dans les secteurs nécessitant un investissement initial important. Pour relever ces défis, le gouvernement et le secteur privé devraient collaborer pour mettre en place des mécanismes financiers, tels que le capital-risque, les institutions de microfinance et les fonds de développement des entreprises, qui fournissent aux entrepreneurs les ressources nécessaires pour faire croître leurs entreprises (PNUD, 2020).

De plus, les entrepreneurs rencontrent souvent des obstacles réglementaires et bureaucratiques qui ralentissent le processus de création et d'exploitation d'une entreprise. Simplifier le processus d'enregistrement des entreprises, réduire la paperasserie et améliorer le cadre juridique pour les entreprises pourrait contribuer à créer un environnement plus propice à l'épanouissement de l'entrepreneuriat (Banque africaine de développement, 2019). En surmontant ces défis financiers et réglementaires, la Mauritanie pourrait exploiter tout le potentiel de l'entrepreneuriat pour stimuler le développement économique, réduire le chômage et créer une économie plus diversifiée et durable.

Table 1 : Indicateurs économiques clés de la Mauritanie

Indicateur	Valeur	Année
Taux de croissance du PIB	4.5%	2023
Contribution des PME au PIB	35%	2023
Taux de chômage	12.6%	2023
Taux d'inflation	7.8%	2023

Source : Banque mondiale (2023), Perspectives économiques de la Mauritanie ; FMI (2023), Mauritanie : Rapport sur la situation macroéconomique.

3. Sources de financement pour les entrepreneurs

3.1 Secteur Bancaire Traditionnel

Le secteur bancaire traditionnel en Mauritanie joue un rôle clé dans le financement des entreprises, mais il présente des limitations importantes lorsqu'il s'agit de fournir du crédit aux entrepreneurs, en particulier à ceux qui sont aux premières étapes de leurs projets. Les banques en Mauritanie sont généralement averses au risque et réticentes à prêter aux nouvelles entreprises ou aux petites entreprises en raison de préoccupations concernant la capacité de remboursement et le manque de garanties. Pour de nombreux entrepreneurs, notamment ceux des régions rurales ou sous-développées, cela devient un obstacle majeur à l'accès au financement. Le système bancaire exige généralement des actifs tangibles, tels que des biens immobiliers ou des équipements, pour garantir les prêts, mais de nombreux entrepreneurs ne possèdent pas de tels actifs, en particulier ceux qui opèrent dans les secteurs de l'agriculture, du commerce ou informels.

De plus, les taux d'intérêt pratiqués par les banques mauritaniennes ont tendance à être élevés, ce qui aggrave davantage la difficulté d'accès à un financement abordable. Pour les start-ups et les petites entreprises disposant d'un capital limité et d'un historique de crédit non établi, le coût de l'emprunt peut être prohibitif. Cette situation est aggravée par un manque de littératie financière et de compréhension du processus de demande de prêt chez de nombreux entrepreneurs mauritaniens. En conséquence, de nombreuses entreprises sont contraintes de recourir à des sources de financement informelles ou de s'auto-financer par le biais d'économies personnelles et du soutien familial (Banque mondiale, 2018).

De plus, l'infrastructure bancaire de la Mauritanie est encore en développement, et les banques ont un accès limité aux outils modernes d'évaluation des risques et aux mécanismes de notation de crédit qui pourraient les aider à évaluer le potentiel des petites entreprises moins conventionnelles. Ce manque d'innovation dans le secteur bancaire réduit encore la disponibilité du crédit pour les entrepreneurs considérés comme à haut risque. Face à ces défis, le gouvernement mauritanien a poussé pour des réformes dans le secteur bancaire afin de favoriser des services financiers plus inclusifs, tels que l'introduction du microcrédit et le développement des services financiers numériques, qui pourraient contribuer à combler le fossé du financement (Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], 2020).

Pour améliorer l'accès au crédit, les banques mauritaniennes doivent reconsidérer leur approche du prêt, notamment en offrant des taux d'intérêt plus bas pour les start-ups, en introduisant des exigences de garantie plus flexibles et en adoptant des systèmes de notation de crédit alternatifs qui tiennent compte du potentiel de flux de trésorerie des entreprises plutôt que de se concentrer uniquement sur les actifs tangibles. Cela pourrait permettre à un plus large éventail d'entrepreneurs, y compris les femmes et ceux des zones rurales, d'accéder au capital nécessaire pour développer leurs entreprises et contribuer au développement économique du pays.

3.2 Institutions de microfinance

Les institutions de microfinance (IMF) jouent un rôle crucial dans l'élargissement de l'accès au financement pour les petites entreprises et les entrepreneurs en Mauritanie, en particulier ceux

qui sont exclus du secteur bancaire traditionnel. Ces institutions offrent de petits prêts, des opportunités d'épargne et des services financiers aux individus et aux entreprises qui ne disposent pas des garanties ou de l'historique de crédit exigés par les banques commerciales. En offrant des conditions de prêt plus flexibles et des seuils d'emprunt plus bas, les IMF ont permis à de nombreux petits entrepreneurs, y compris les femmes et les entrepreneurs ruraux, de démarrer et de développer leurs entreprises (Banque mondiale, 2019).

L'un des principaux avantages des IMF est leur capacité à atteindre les populations mal desservies, en particulier dans les zones rurales où l'infrastructure bancaire est limitée. De nombreuses IMF proposent également des programmes d'éducation financière, aidant les entrepreneurs à améliorer leurs compétences en gestion d'entreprise et à augmenter leurs chances de succès. Ce soutien est essentiel pour promouvoir l'entrepreneuriat et l'inclusion économique en Mauritanie.

Cependant, les IMF en Mauritanie font face à plusieurs défis de durabilité. Beaucoup ont du mal à obtenir des financements, à gérer des coûts opérationnels élevés et à récupérer les prêts, notamment auprès de clients ayant des sources de revenus instables. De plus, les taux d'intérêt des microcrédits peuvent être relativement élevés, car les IMF tentent de couvrir les frais administratifs et de réduire les risques liés au prêt à des individus non bancarisés. Pour garantir leur durabilité à long terme, les IMF ont besoin de cadres réglementaires améliorés, de partenariats plus solides avec les institutions financières et d'un accès à de nouvelles sources de financement, telles que le soutien gouvernemental et les programmes de développement international (Banque africaine de développement, 2020).

3.3 Programmes de soutien gouvernemental

Le gouvernement mauritanien a lancé diverses initiatives pour soutenir les entrepreneurs, telles que des programmes de prêts pour les PME et des fonds de développement des entreprises. Ces programmes visent à résoudre les principaux défis auxquels sont confrontées les petites entreprises, notamment l'accès limité au crédit, l'infrastructure insuffisante et le manque de formation en gestion des affaires. En offrant une aide financière et un soutien technique, le gouvernement cherche à stimuler l'entrepreneuriat, créer des emplois et favoriser la diversification économique (Banque mondiale, 2021).

L'une des principales initiatives gouvernementales est la mise en place de programmes de prêts dédiés aux petites et moyennes entreprises (PME). Ces programmes offrent des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions pour aider les entrepreneurs à démarrer ou à développer leurs entreprises. De plus, le gouvernement a collaboré avec des organisations internationales, telles que la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), pour fournir des programmes de renforcement des capacités qui équipent les entrepreneurs des compétences essentielles en gestion d'entreprise et en éducation financière (PNUD, 2020).

Pour promouvoir davantage l'entrepreneuriat, le gouvernement a également développé des incubateurs d'entreprises et des hubs d'innovation qui offrent aux start-ups du mentorat, des opportunités de réseautage et un accès au financement. Malgré ces efforts, des inefficacités bureaucratiques, la corruption et une faible sensibilisation aux programmes disponibles demeurent des défis. Améliorer la transparence, simplifier les processus de demande et étendre les efforts de sensibilisation sont des étapes nécessaires pour maximiser l'impact des programmes de soutien gouvernementaux sur l'écosystème entrepreneurial de la Mauritanie (Banque africaine de développement, 2022).

3.4 Capital-risque et investisseurs providentiels

Les investissements des sociétés de capital-risque (CR) et des investisseurs providentiels restent rares en Mauritanie en raison de la faiblesse de la confiance des investisseurs, du

développement limité du marché et du manque de start-ups évolutives. L'écosystème entrepreneurial du pays en est encore à ses débuts, la plupart des entreprises étant des petites entreprises qui peinent à attirer des investissements à grande échelle. De nombreux investisseurs perçoivent la Mauritanie comme un marché à haut risque en raison de l'instabilité économique, des incertitudes réglementaires et de l'absence d'une culture forte du capital-risque (Banque mondiale, 2021).

Malgré ces défis, un intérêt croissant pour le développement d'un écosystème de capital-risque pour soutenir les start-ups innovantes, en particulier dans des secteurs tels que la technologie, les énergies renouvelables et l'agro-industrie, se fait sentir. Certaines agences de développement internationales et des fonds d'investissement régionaux ont commencé à explorer des opportunités en Mauritanie, reconnaissant le potentiel entrepreneurial inexploité du pays. Cependant, le manque de réseaux d'investissement structurés, de programmes de mentorat et de mécanismes de financement des premières étapes continue d'entraver les progrès (Banque africaine de développement, 2022).

Tableau 2 : Résumé des sources financières pour les entrepreneurs en Mauritanie

Source	Accessibilité	Benefits	Défis
Banques	Faible	Grande disponibilité de capital	Exigences élevées en garanties
Microfinance	Moyenne	Accès facile pour les petites entreprises	Taux d'intérêt élevés
Programmes gouvernementaux	Moyenne	Politiques de soutien	Retards bureaucratiques
Capital-risque	Faible	Potentiel de financement élevé	Investisseurs réticents

Source : Élaboration de l'auteur à partir des données secondaires disponibles.

Pour attirer davantage de capital-risque et d'investisseurs providentiels, le gouvernement et le secteur privé doivent collaborer pour créer un environnement plus favorable aux investissements. Cela inclut l'amélioration des cadres réglementaires, l'offre de mesures fiscales incitatives et l'établissement d'accélérateurs de start-ups qui connectent les entrepreneurs avec des investisseurs potentiels. Renforcer les protections des investisseurs et favoriser une culture de l'innovation sera essentiel pour débloquer le capital privé pour les entreprises à forte croissance en Mauritanie.

4. Obstacles à l'accès au financement

4.1 Manque de garanties et d'historique de crédit

De nombreux entrepreneurs en Mauritanie ont du mal à obtenir des prêts en raison d'un manque de garanties et d'un historique de crédit formel. Les institutions financières, en particulier les banques traditionnelles, exigent des emprunteurs qu'ils fournissent des actifs tangibles, tels que des propriétés ou des équipements, comme garantie pour les prêts. Cependant, de nombreux petits entrepreneurs, en particulier ceux du secteur informel, ne possèdent pas de tels actifs, ce qui rend difficile l'accès au crédit (Banque mondiale, 2021). Ce problème est particulièrement répandu parmi les jeunes entrepreneurs et les femmes, qui ont souvent une propriété limitée ou peu de ressources financières.

De plus, l'absence d'un système de reporting de crédit bien établi aggrave la situation. Beaucoup d'entrepreneurs n'ont pas d'historique de crédit formel parce qu'ils n'ont jamais contracté de prêts auprès d'institutions financières reconnues. En l'absence d'un bureau de crédit centralisé, les banques et les institutions de microfinance ont du mal à évaluer la solvabilité des emprunteurs potentiels, ce qui entraîne un taux de rejet élevé des demandes de prêts (Banque africaine de développement, 2022).

Pour remédier à cet obstacle, des réformes du secteur financier sont nécessaires, y compris le développement de modèles alternatifs d'évaluation du crédit qui prennent en compte des facteurs tels que les flux de trésorerie et les performances commerciales plutôt que simplement les garanties. En outre, renforcer les bureaux de crédit et promouvoir l'éducation financière peut aider les entrepreneurs à construire un historique de crédit positif et à améliorer leurs chances d'accéder au financement.

4.2 Taux d'intérêt élevés

Les taux d'intérêt sur les prêts aux entreprises restent élevés en Mauritanie, décourageant les entrepreneurs de solliciter un financement bancaire. De nombreuses banques commerciales appliquent des taux de prêt élevés en raison des risques perçus associés aux PME. Ces risques découlent de facteurs tels que des antécédents financiers faibles, le manque de garanties et des environnements commerciaux incertains. En conséquence, les entrepreneurs ont souvent du mal à accéder à un crédit abordable, ce qui limite leur capacité à développer leurs activités ou à investir dans l'innovation (Banque mondiale, 2021).^{[1][2][3][4][5][6][7][8][9][10][11][12][13][14][15][16][17][18][19][20][21][22][23][24][25][26][27][28][29][30][31][32][33][34][35][36][37][38][39][40][41][42][43][44][45][46][47][48][49][50][51][52][53][54][55][56][57][58][59][60][61][62][63][64][65][66][67][68][69][70][71][72][73][74][75][76][77][78][79][80][81][82][83][84][85][86][87][88][89][90][91][92][93][94][95][96][97][98][99][100]} En plus des taux d'intérêt de base élevés, les entreprises doivent souvent faire face à des coûts supplémentaires tels que des frais de traitement, des charges administratives et une assurance obligatoire, ce qui augmente encore la charge financière des emprunteurs. Ces coûts de financement élevés affectent de manière disproportionnée les start-ups et les petites entreprises, qui ont déjà des ressources limitées. De nombreux entrepreneurs sont contraints de recourir à des sources de financement informelles ou à leurs économies personnelles, qui peuvent ne pas être suffisantes pour une croissance à long terme de l'entreprise (Banque africaine de développement, 2022).^{[1][2][3][4][5][6][7][8][9][10][11][12][13][14][15][16][17][18][19][20][21][22][23][24][25][26][27][28][29][30][31][32][33][34][35][36][37][38][39][40][41][42][43][44][45][46][47][48][49][50][51][52][53][54][55][56][57][58][59][60][61][62][63][64][65][66][67][68][69][70][71][72][73][74][75][76][77][78][79][80][81][82][83][84][85][86][87][88][89][90][91][92][93][94][95][96][97][98][99][100]} Pour remédier à ce problème, des réformes du secteur financier sont nécessaires, y compris des politiques encourageant des taux d'intérêt plus bas pour les PME et les start-ups. Des garanties de prêts soutenues par l'État, des subventions sur les taux d'intérêt et des options de financement alternatives, telles que la microfinance et le capital-risque, pourraient offrir des opportunités de financement plus accessibles. Renforcer l'éducation financière des entrepreneurs peut également les aider à mieux comprendre les options de prêt et à négocier de meilleures conditions.

4.3 Défis réglementaires et bureaucratiques

Les réglementations complexes et les processus d'approbation de prêts longs entravent considérablement l'accès au financement pour les entrepreneurs en Mauritanie. Les exigences bureaucratiques imposées par les institutions financières impliquent souvent une documentation détaillée, telle que des plans d'affaires, des états financiers et des enregistrements légaux, que de nombreux petits entrepreneurs ont du mal à fournir. De plus, le processus d'approbation lent, qui peut prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois, retarde le financement, ce qui empêche les entreprises de saisir des opportunités sensibles au temps (Banque mondiale, 2022). De plus, les incohérences réglementaires et les changements fréquents de politique créent de l'incertitude pour les entrepreneurs, décourageant les investissements et l'expansion des entreprises. Simplifier les procédures de prêt, numériser les services financiers et établir des centres d'assistance financière uniques pourraient aider à réduire ces obstacles et améliorer l'accès au crédit.

4.4 Lacunes en matière d'éducation financière

L'éducation financière limitée parmi les entrepreneurs affecte leur capacité à sécuriser et à gérer efficacement les financements. De nombreux petits entrepreneurs manquent d'une compréhension claire des concepts financiers tels que les taux d'intérêt, les conditions de crédit et l'évaluation des risques, ce qui les empêche de naviguer dans les demandes de prêt et de négocier des conditions favorables (OCDE, 2022). Cela conduit souvent à des décisions

financières mal orientées, créant des défis dans la gestion de la dette et la durabilité de l'entreprise. Pour combler cette lacune, des programmes d'éducation financière ciblés, des ateliers et des initiatives de mentorat devraient être mis en place. Encourager les partenariats entre les institutions financières et les organisations de soutien aux entreprises pourrait également aider les entrepreneurs à développer des compétences financières essentielles et à améliorer l'accès au financement.

Tableau 3: Principaux obstacles financiers pour les entrepreneurs

Barrière	Impact sur les entreprises	Solutions possibles
Manque de garantie	Taux élevé de refus de prêt	Programmes de garantie de crédit
Taux d'intérêt élevés	Coût accru de l'emprunt	Subventions gouvernementales
Délais bureaucratiques	Processus de financement lent	Simplification des approbations de prêt
Analphabétisme financier	Mauvaise gestion financière	Formation à l'entrepreneuriat

Source : Élaboration de l'auteur à partir des données secondaires disponibles.

5. Théories explicatives de l'accès des entrepreneurs au financement

L'accès des entrepreneurs au financement a été largement analysé à travers plusieurs cadres théoriques qui permettent de mieux comprendre les dynamiques d'inclusion ou d'exclusion financière. Ces approches offrent des clés de lecture essentielles pour appréhender les freins à la mobilisation des ressources financières dans les pays en développement, dont la Mauritanie.

5.1. La théorie de l'asymétrie d'information

Selon cette théorie (Akerlof, 1970 ; Stiglitz & Weiss, 1981), les prêteurs disposent de moins d'informations sur les capacités réelles de remboursement des emprunteurs, ce qui génère une perception accrue du risque. Ce déséquilibre pousse les institutions financières à limiter l'octroi de crédit ou à imposer des conditions sévères (garanties, taux d'intérêt élevés), affectant ainsi négativement les entrepreneurs informels ou débutants.

5.2. La théorie des contraintes institutionnelles

North (1990) avance que les institutions – entendues comme les règles du jeu formelles et informelles – conditionnent les performances économiques. En l'absence d'un cadre juridique stable, de tribunaux efficaces ou de mécanismes de résolution des conflits, les institutions financières réduisent leur exposition, ce qui limite les flux de financement vers les PME.

5.3. La théorie des capacités dynamiques

Cette approche, issue du management stratégique (Teece et al., 1997), met en évidence le rôle des compétences entrepreneuriales dans la capacité à accéder aux financements. Plus un entrepreneur développe ses réseaux, ses capacités de négociation et sa crédibilité, plus il est en mesure d'attirer des ressources, y compris dans des environnements contraints.

5.4. L'approche genre et finance

Des travaux récents ont démontré que l'accès des femmes au financement est affecté par des biais cognitifs et structurels. La théorie du plafond de verre financier suggère que les femmes entrepreneures sont moins soutenues par les investisseurs du fait de représentations stéréotypées (Marlow & Patton, 2005). Ce phénomène est accentué dans des contextes patriarcaux comme celui de la Mauritanie.

Ces approches théoriques permettent de structurer l'analyse des freins au financement et de proposer des pistes d'action fondées sur les réalités systémiques.

6. Revue de littérature empirique de l'accès des entrepreneurs au financement

L'étude de l'accès au financement entrepreneurial en Mauritanie ne peut être menée sans une mise en perspective empirique des travaux réalisés dans des contextes similaires. Cette revue de littérature vise à mettre en lumière les résultats d'enquêtes et d'analyses menées en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Est, afin de mieux cerner les leviers d'inclusion financière ainsi que les freins persistants. Elle permet aussi de renforcer la robustesse théorique des constats formulés dans cet article, en ancrant l'analyse dans des expériences concrètes.

6.1. Enseignements des études en Afrique de l'Ouest

Les travaux de Triki et Gajigo (2012), réalisés pour la Banque africaine de développement, montrent que l'accès au crédit pour les PME dépend de plusieurs variables déterminantes : la taille de l'entreprise, l'expérience du dirigeant, le niveau de formalisation, ainsi que la capacité à fournir des garanties tangibles. Au Sénégal, Fall et Sène (2020) soulignent que malgré la prolifération des initiatives publiques et privées d'appui aux PME, les conditions d'accès au crédit restent difficiles en raison d'un manque de coordination institutionnelle et d'un déficit de confiance entre les banques et les entrepreneurs.

6.2. Comparaison avec le contexte nord-africain

Au Maroc, l'étude de El Hallaoui et al. (2021) met en lumière une dynamique contrastée. D'un côté, le secteur bancaire est relativement avancé et structuré ; de l'autre, les petites entreprises peinent encore à mobiliser des financements adaptés. Les freins identifiés incluent le coût élevé du crédit, la lenteur des procédures, et le manque d'accompagnement financier personnalisé. Toutefois, les efforts déployés par les pouvoirs publics pour développer les fonds de garantie, les incubateurs, et les solutions de financement participatif constituent des pistes inspirantes pour d'autres pays africains, dont la Mauritanie.

6.3. Spécificités liées au genre

Des études menées en Afrique de l'Est, notamment par Ghosh & Vinod (2017), révèlent que les femmes entrepreneures font face à des barrières spécifiques. Même lorsqu'elles présentent des profils comparables à ceux des hommes (niveau d'éducation, expérience, viabilité du projet), elles rencontrent davantage de refus de financement. Ces blocages sont liés à des stéréotypes de genre persistants, à une faible représentation féminine dans les instances décisionnelles bancaires, ainsi qu'à des obstacles culturels et sociaux.

6.4. Synthèse et pistes d'action

L'ensemble des recherches empiriques analysées convergent sur plusieurs recommandations clés :

- Accélérer la digitalisation des services financiers pour réduire les coûts de transaction et étendre la couverture géographique ;
- Renforcer les mécanismes publics de garantie, pour compenser l'absence de collatéraux chez les entrepreneurs ;
- Introduire des systèmes alternatifs d'évaluation du risque de crédit, notamment basés sur les données transactionnelles ou comportementales.

Ces recommandations peuvent être adaptées au contexte mauritanien afin d'améliorer sensiblement l'environnement du financement entrepreneurial.

6.5. Portée de la revue

Cette revue empirique ne se limite pas à une comparaison statique. Elle vise à inspirer des réformes contextuelles, fondées sur des expériences validées, en tenant compte des spécificités mauritaniennes (faible bancarisation, centralisation institutionnelle, poids du secteur informel). Elle fournit ainsi un cadre de référence robuste pour formuler des propositions pertinentes et réalistes à destination des décideurs, des institutions financières et des partenaires au développement.

7. Recommandations

7.1 Renforcement des Institutions de Microfinance

Le renforcement des capacités des institutions de microfinance (IMF) est essentiel pour soutenir davantage d'entrepreneurs en Mauritanie. De nombreuses IMF manquent de financements, ce qui limite leur capacité à proposer des prêts abordables aux petites entreprises. Pour garantir leur durabilité et leur transparence, il est nécessaire d'augmenter le soutien gouvernemental, de faciliter l'accès aux financements internationaux et d'améliorer les cadres réglementaires (Banque mondiale, 2023).

De plus, le développement de produits financiers adaptés, tels que des microcrédits à faible taux d'intérêt et des formations à la gestion d'entreprise, peut aider les entrepreneurs à mieux gérer leurs finances. En améliorant l'efficacité opérationnelle des IMF et en promouvant l'éducation financière, davantage de petites entreprises pourront accéder aux capitaux nécessaires à leur croissance et à leur développement économique.

7.2 Encourager les Partenariats Public-Privé

La collaboration entre le gouvernement et le secteur privé peut améliorer de manière significative l'accessibilité financière des entrepreneurs en Mauritanie. Les partenariats public-privé (PPP) peuvent faciliter la création d'incubateurs d'entreprises, de systèmes de garantie de crédit et de fonds d'investissement adaptés aux petites et moyennes entreprises (PME) (FMI, 2023).

En exploitant l'expertise et les ressources du secteur privé, le gouvernement peut mettre en place des mécanismes financiers plus efficaces qui réduisent les risques de prêt et améliorent le flux de capitaux. De plus, des incitations fiscales et des réformes politiques peuvent encourager l'investissement privé dans l'entrepreneuriat. Le renforcement de ces partenariats contribuera à une inclusion financière accrue, à la promotion de l'innovation et à la croissance économique à long terme du pays.

7.3 Développement de Systèmes de Garantie de Crédit

Les systèmes de garantie de crédit jouent un rôle crucial en réduisant les risques pour les prêteurs et en améliorant les taux d'approbation des prêts aux entrepreneurs en Mauritanie. En fournissant des garanties partielles sur les prêts, ces dispositifs réduisent l'exposition des institutions financières aux défauts de paiement, ce qui les encourage à accorder davantage de crédits aux petites entreprises (Banque mondiale, 2023).

Les programmes de garantie de crédit soutenus par le gouvernement et les donateurs peuvent être particulièrement bénéfiques pour les startups et les PME ne disposant pas de garanties. En outre, la mise en place de cadres d'évaluation des risques transparents et une gestion efficace de ces dispositifs renforceront leur impact. L'expansion des garanties de crédit peut considérablement améliorer l'accessibilité financière et favoriser l'entrepreneuriat ainsi que la croissance économique en Mauritanie.

7.4 Amélioration de l'Éducation Financière

Les entrepreneurs doivent recevoir une formation complète en gestion financière et en stratégies d'investissement afin d'accroître leur succès commercial. De nombreux propriétaires de petites entreprises en Mauritanie manquent des compétences nécessaires pour gérer leur trésorerie, évaluer les options de prêt et élaborer des plans de croissance durables, ce qui entraîne une instabilité financière (OCDE, 2023).

La mise en place de programmes d'éducation financière via des ateliers, des cours en ligne et des initiatives de mentorat peut combler cette lacune. La collaboration entre les institutions financières, les universités et les associations d'entreprises peut renforcer ces efforts. En dotant les entrepreneurs des compétences financières essentielles, ils seront mieux préparés à obtenir des financements, à prendre des décisions éclairées et à contribuer au développement économique.

Tableau 4: Recommandations politiques pour améliorer l'accès financier

<i>Recommendation</i>	<i>Expected Impact</i>	<i>Implementation Challenges</i>
Renforcement des IMF	Augmentation de la disponibilité des prêts	Contraintes de financement
Partenariats Public-Privé	Plus d'opportunités d'investissement	Problèmes de coordination
Systèmes de Garantie de Crédit	Réduction du risque pour les prêteurs	Nécessite un soutien gouvernemental
Programmes d'Éducation Financière	Meilleure prise de décision financière	Adoption par les entrepreneurs

Source : Élaboration de l'auteur à partir des données secondaires disponibles.

7. Conclusion

L'accès au financement demeure un enjeu stratégique pour le développement de l'entrepreneuriat en Mauritanie. Cette étude, fondée sur une revue critique de la littérature théorique et empirique, a permis de mettre en lumière un ensemble de contraintes structurelles, institutionnelles et sociales qui freinent durablement l'inclusion financière des entrepreneurs.

Les analyses ont révélé que le système bancaire reste peu adapté aux réalités des PME et des entrepreneurs émergents, en raison notamment de son exigence de garanties, de la centralisation des services et de l'aversion généralisée au risque. Les institutions de microfinance, bien qu'elles offrent des solutions alternatives, restent limitées dans leur portée géographique et leur capacité financière. À cela s'ajoutent les lourdeurs administratives, un cadre réglementaire peu incitatif, et une faible éducation financière au sein de la population entrepreneuriale.

L'approche théorique mobilisée a permis d'éclairer ces constats par des cadres analytiques robustes : la théorie de l'asymétrie d'information, les contraintes institutionnelles, les capacités dynamiques des entrepreneurs, ainsi que les obstacles genrés à l'accès aux ressources. La comparaison avec des expériences issues d'autres pays africains a également permis d'identifier des leviers d'action concrets, tout en tenant compte des spécificités du contexte mauritanien.

Face à ces constats, il apparaît urgent d'adopter une approche plus inclusive et plus structurée du financement entrepreneurial. Cela suppose, entre autres, une meilleure coordination entre les acteurs publics et privés, le renforcement des mécanismes de garantie, la diversification des instruments financiers adaptés aux PME, et la promotion d'une culture de l'entrepreneuriat durable. Il est également essentiel de développer des outils d'évaluation du risque plus souples, d'encourager les investissements à impact, et de renforcer les capacités des entrepreneurs à travers des programmes d'éducation financière ciblés.

Enfin, bien que cette étude repose uniquement sur une analyse documentaire, elle ouvre la voie à des recherches futures de nature empirique, susceptibles d'explorer plus finement les réalités vécues par les entrepreneurs mauritaniens sur le terrain. Une telle démarche permettrait

d'enrichir la compréhension des obstacles mais aussi d'identifier les pratiques innovantes locales susceptibles d'inspirer des réformes systémiques.

Références

- (1). Banque africaine de développement. (2019). Renforcement du développement du secteur privé en Mauritanie (Rapport No. AFD/2019/PSD). Groupe de la Banque africaine de développement.
- (2). Banque africaine de développement. (2020). Renforcement de la microfinance pour une croissance inclusive en Mauritanie (Rapport No. AFD/2020/MFI). <https://www.afdb.org>
- (3). Banque africaine de développement. (2022a). Encourager l'investissement privé dans l'écosystème des startups de la Mauritanie (Rapport No. AFD/2022/VC). <https://www.afdb.org>
- (4). Banque africaine de développement. (2022b). Inclusion financière et prêt aux PME en Mauritanie (Rapport No. AFD/2022/PME). <https://www.afdb.org>
- (5). Banque africaine de développement. (2022c). Obstacles financiers à la croissance des PME en Afrique de l'Ouest (Rapport No. AFD/2022/OBST). <https://www.afdb.org>
- (6). Banque africaine de développement. (2023). Perspectives économiques de la Mauritanie (Rapport No. AFD/2023/ECO). <https://www.afdb.org>
- (7). Banque centrale de Mauritanie. (2023). Rapport financier annuel 2022. <https://www.bcm.mr>
- (8). Banque mondiale. (2018a). Mauritanie : Aperçu de l'environnement de développement du secteur privé (Rapport No. WPS8765). Groupe de la Banque mondiale.
- (9). Banque mondiale. (2018b). Mauritanie : Développement du secteur privé et accès au financement (Rapport No. WPS8766). Groupe de la Banque mondiale.
- (10). Banque mondiale. (2019). Étendre l'accès à la finance : Le rôle de la microfinance en Mauritanie (Rapport No. WPS9012). <https://openknowledge.worldbank.org>
- (11). Banque mondiale. (2021a). Initiatives du secteur public pour favoriser la croissance des PME en Mauritanie (Rapport No. WPS9911). <https://openknowledge.worldbank.org>
- (12). Banque mondiale. (2021b). Défis et opportunités pour le capital-risque dans les économies émergentes (Rapport No. WPS9912). <https://openknowledge.worldbank.org>
- (13). Banque mondiale. (2021c). Défis d'accès au crédit pour les petites entreprises dans les économies en développement (Rapport No. WPS9913). <https://openknowledge.worldbank.org>
- (14). Banque mondiale. (2022). Enquêtes sur les entreprises : Mauritanie (Rapport No. WPS9920). <https://openknowledge.worldbank.org>
- (15). Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A. (2006). Petites et moyennes entreprises : L'accès au financement comme contrainte à la croissance (Document de travail No. 8765). Banque mondiale.
- (16). Djankov, S., McLiesh, C., & Shleifer, A. (2007). Crédit privé dans 129 pays (Document de travail No. 11078). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w11078>
- (17). Fonds monétaire international. (2023). Mauritanie : Rapport sur l'inclusion financière (Rapport No. IMF/2023/MAU). <https://www.imf.org>
- (18). International Finance Corporation. (2021). Femmes entrepreneures en Mauritanie : Libérer le potentiel pour la croissance économique. Groupe de la Banque mondiale. <https://www.ifc.org>

- (19). International Finance Corporation. (2022). Financement des PME en Afrique : Défis et opportunités (Rapport No. IFC/2022/PME). <https://www.ifc.org>
- (20). KPMG. (2022). Tendances du financement des PME en Afrique. <https://kpmg.com>
- (21). Organisation de coopération et de développement économiques. (2021). Le rôle des institutions financières dans le développement de l'entrepreneuriat. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264875212-fr>
- (22). Programme des Nations Unies pour le développement. (2020a). Construire un écosystème entrepreneurial inclusif en Mauritanie. <https://www.undp.org>
- (23). Programme des Nations Unies pour le développement. (2020b). Financer l'entrepreneuriat en Mauritanie : Opportunités et défis. <https://www.undp.org>
- (24). Programme des Nations Unies pour le développement. (2020c). Le rôle de l'entrepreneuriat dans la diversification économique et la croissance durable en Mauritanie. <https://www.undp.org>
- (25). Programme des Nations Unies pour le développement. (2021). Entrepreneuriat et croissance économique dans les pays en développement. Éditions PNUD. <https://www.undp.org>